



IDÉES/

Le gouvernement Philippe ou l'espéranto de l'entreprise

Il y a peu de chefs d'entreprise purs dans la nouvelle équipe du Premier ministre mais bien une société civile très entreprenante. Nombre d'entre eux maîtrisent autant la langue politique que celle de l'Etat et du monde économique. Un idéal entrepreneurial ?

Le nouveau gouvernement Philippe est depuis sa formation l'objet de multiples expertises quant à ses caractéristiques les plus significatives. Il y a plusieurs manières de rechercher celles d'une telle équipe.

Sociographie du personnel politique

La composition du gouvernement a ainsi été scrutée dans ses principales caractéristiques socio-démographiques – sexe, origine sociale, diversité, renouvellement générationnel et politique, purs professionnels, poids des ministres issus de tel ou tel parti politique, voire le nombre inédit d'écrivains parmi ces ministres (qu'il s'agisse de romans, policiers ou non, d'essais ou de livres militants). La part très significative de la société dite civile a été mise en exergue même si l'on ne se donne plus la peine d'explicitier de quoi il s'agit, contrairement à la une de *Libération* du 20 juillet 1988 lors du premier gouvernement ouvert à la dite société civile: «Dis maman, c'est quoi la société civile?» Si l'on accepte une définition lâche, – non-politiques versus professionnels de tous partis –, ces «civils» sont en fait des experts qui ont mérité leur réputation dans leur activité (médecins, sportifs, universitaires, gestionnaires d'entreprise ou d'association – mais aucun syndicaliste). Des représentants d'une société triée, qui n'est pas la société tout court, puisque l'immense majorité des ministres sont diplômés voire très diplômés, même s'ils sont issus de classes moyennes ou populaires pour certains d'entre eux.

Les patrons au pouvoir ?

Emmanuel Macron a été présenté comme ex-banquier et d'aucuns pensaient que ses ministres allaient être liés aux milieux d'affaires. Les ambassadeurs d'En marche provenaient, beaucoup plus que les actuels ministres, des mondes de l'entreprise sous toutes ses formes : grande entreprise familiale (Françoise Holder), petite entreprise (Patrick Toulmet), économie sociale (Jean-Marc Borello) ou start-up (Axelle Tessandier). Quelques grands patrons avaient soutenu Macron comme l'ancien président de l'Afep [Association française des entreprises privées, ndlr], Pierre Pringuet.

Pour mettre en œuvre la trilogie macronienne qui fonde en pratique l'agenda gouvernemental – «Le travail sera libéré. Les entreprises seront soutenues. L'initiative sera encouragée» –, des chefs d'entreprise auraient pu être les bienvenus dans des postes ministériels.

Or, il y a peu de chefs d'entreprise purs dans le gouvernement (Mounir Mahjoubi) et les chiffres rouges suggérés dans les médias, Thierry Breton, Bruno Bonnell, voire Chris-

tine Lagarde ou Laurence Parisot, ont été évités. Que l'on appelle cela libéralisme, politique de l'offre, ou non, peu importe, la politique économique du nouveau président et de son équipe repose sur la neutralisation d'un mot : l'entreprise. Il y a en ce sens un accord entre les entrepreneurs et les soutiens du président pour affirmer que c'est l'entreprise qui est la source des richesses, qu'une entreprise n'est ni de droite ni de gauche, qu'elle est bien ou mal gérée et que la richesse ne se distribue qu'après avoir été créée.

Il s'agit là d'une sorte de saint-simonisme pratique, comme le disait Gérard Collomb à un important chef d'entreprise lyonnais :

Il y a un accord entre les entrepreneurs et les soutiens du président pour affirmer que c'est l'entreprise qui est la source des richesses, qu'une entreprise n'est ni de droite ni de gauche, qu'elle est bien ou mal gérée et que la richesse ne se distribue qu'après avoir été créée.

Par **MICHEL OFFERLÉ**



DR

Professeur à l'ENS. Il a dirigé *la Profession politique XIX^e-XXI^e siècles* (Belin Alpha poche, 2017) et *Patrons en France* (La Découverte, 2017).

